



NOUVELLE SÉRIE

MEXIQUE

D 2090 • Mx10
1-15 juillet 1996

MOTS-CLEFS

Paramilitaires
Armée
Indiens
Terrorisme
Église
Jésuites

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

L'ENCERCLEMENT DU CHIAPAS PAR L'ARMÉE FÉDÉRALE ET L'INTERVENTION DE BANDES PARAMILITAIRES

Le drame du Chiapas continue. L'armée mexicaine, de plus en plus présente, procède à un véritable encerclement du territoire et des communautés chiapanèques. Par ce siège et par des incursions régulières, elle vise à démanteler les structures de la vie des communautés. On observe d'autre part que des groupes paramilitaires, largement protégés par le pouvoir, sévissent de façon terroriste contre la population, y compris les communautés religieuses.

Article d'Antonio Garcia de León paru dans la Jornada, 22 mai 1996 (quotidien mexicain), suivi d'un article de Paul Jeffrey paru dans Noticias Aliadas, 12 juin 1996 (hebdomadaire péruvien).

LA STRATÉGIE DU NOEUD COULANT

Avançant en plusieurs cercles discontinus, après l'offensive ordonnée par Zedillo (Président de la République) le 9 février 1995, près de 60 000 soldats se sont peu à peu concentrés au Chiapas au cours de ces derniers quinze mois ; ils ont établi leurs positions tandis que le gouvernement faisait semblant de négocier à San Andrés. C'est pour cela que, depuis mars, depuis le début de l'Atelier II sur "Démocratie et justice", la délégation envoyée par le gouvernement pour ce dialogue n'a apporté aucun élément permettant de penser qu'on pourrait arriver à un accord. Toutes les initiatives et propositions de l'EZLN¹ et de ses conseillers tombaient dans le vide, tandis qu'augmentaient les actions de contre-insurrection sur deux lignes :

1. Armée zapatiste de libération nationale.

l'achat d'armement en Europe et aux États-Unis, leur importation massive, y compris la dernière centaine de petits tanks et 86 hélicoptères Huey "donnés pour la lutte contre le trafic de drogues" et l'entraînement de "patrouilles civiles" - comme au Guatemala et au Pérou - suivant les instructions que l'on reçoit ici du Haut commandement stratégique des États-Unis et de leurs programmes continuentaux de "guerre de basse intensité". La matière première de ces patrouilles qui reçoivent aujourd'hui un entraînement dans les garnisons de Rancho Nuevo (San Cristóbal de Las Casas) et Guadalupe Tepeac (Vallée de Las Margaritas) - et très probablement dans celle de Palenque - sont les "gardes blanches" des gros fermiers ainsi que les groupes armés adoptés

par diverses fractions du PRI². Très prochainement, vont être recrutées les organisations paysannes opposées à l'EZLN (comme l'ARIC officielle), ainsi que les dirigeants de certaines organisations dites "indépendantes", mais qui sont inscrites sur les listes du personnel du Bureau chargé de la question agraire et du Secrétariat du gouvernement de l'État du Chiapas. Depuis le début avril, tout le monde sait qu'un immense encerclement stratégique se met en place. Selon ce que dit Marcos, il descend depuis l'ouest de l'État de Tabasco vers Tuxtla Gutiérrez et Tapachula, il remonte le long de la frontière du Guatemala, vers Marqués de Comillas et Tenosique, pour déboucher à nouveau

2. Parti révolutionnaire institutionnel, actuellement au pouvoir (NdT).

dans le Golfe du Mexique à la hauteur de Campeche.

À l'intérieur de ce vaste siège, et dans la plus grande partie du territoire chiapanèque qui se trouve sous son réseau de feu, plusieurs encerclements tactiques ont avancé peu à peu depuis mars, réalisant une opération de "noeud coulant", montée comme une provocation militaire et une progression coïncidant avec les deux dernières phases - les plus tendues - du dialogue de San Andrés, dont le thème était, paradoxalement, "démocratie et justice".

Ces filets ont été lancés depuis sept garnisons au moins (Tuxtla Gutiérrez, San Cristóbal de Las Casas, Comitán, Marqués de Comillas, San Quintín, Ocosingo et Palenque) ; ils s'appuient sur environ 170 positions que l'armée fédérale maintient aux alentours et à l'intérieur de plusieurs villages indiens (violant ouvertement l'article 129 de la Constitution), y introduisant l'alcoolisme, la consommation de drogues et la prostitution³. Cela semble faire partie d'un plan pour démanteler leurs structures et pour les convertir en "villages modèles".

De plus, l'entraînement de la "Force d'action Arc-en-ciel" (58 bataillons d'infanterie) des Altos comprend la déshumanisation des troupes comme les Kaibiles⁴, fondée sur des attitudes racistes et criminelles : une chemisette de cette "Force d'action" (remise par un soldat déserteur à l'EZLN et montrée à la presse par ses conseillers, en face du Bureau du procureur général de la République) porte l'image d'une botte militaire écrasant comme un insecte un "indien zapatiste". On ne pouvait pas être plus éloquent pour montrer quelle place le gouvernement attribue aux communautés indiennes.

Hormis quelques postes militaires qui se trouvent sur la côte et dans la dépression du Grijalva, la plus grande partie des positions de l'armée fédérale - cent trente-trois il y a une semaine - semble être regroupée en cinq encerclements tactiques :

3. Voir DIAL D 2031 : "La vie des communautés indiennes du Chiapas" (NdT).

4. Kaibiles : troupes d'élite du Guatemala ayant été chargé de la lutte contre la guérilla de ce pays. Elles furent particulièrement cruelles (NdT).

Créer la confusion et l'insécurité

Comme la police et l'armée sont mal vues en contexte insurgé, on les camoufle : "Force et réaction" et "Brigades d'opérations mixtes" (BOM) sont des corps policiers clandestins formés par les bases inconditionnelles du PRI entraînées par l'armée. Ces troupes mal disciplinées commettent évidemment des exactions mais elles sont couvertes par l'impunité parce que ce n'est pas le moment de payer les services de l'armée par des réprimandes.

L'autre volet de la stratégie sont des mouvements populaires qui signent l'EZLN. Ses membres sont recrutés parmi des sympathisants encore mal politisés ou déjà factionnalisés, armés à l'instar des zapatistes. Leur mission consiste à créer la confusion. Comme leurs contraires, ils occupent des mairies, agitent les populations, mais ils ne respectent pas la trêve, en tirant non pas sur l'armée mais sur les bases d'appui paysannes de l'EZLN. Ce sont : "Paix et justice" parmi des Indiens chols, les Chinchulines parmi les Tzeltals et l'Alliance San Bartolomé chez les paysans métis. On note le vocabulaire trompeur qui confond le public par des références catholiques ou de Las Casas. Comme Don Samuel est suspect, un mouvement chrétien importé de l'Italie vaticane, les Amatulis, a la mission d'être l'antidote du diocèse. Dans la forêt, c'est celle de la faction officielle de l'ARIC, corruption de celle que promut le diocèse en 1975. À San Cristóbal, les Authentiques orchestrent la contre-insurrection

urbaine. Pour mieux créer la confusion et semer le doute, leur affiliation politique signe la pluralité : PRI bien sûr mais aussi son camouflage : Parti révolutionnaire du Chiapas (PRCh) récupéré des exclus du PRD¹, et SOCAMA (groupe de choc du Parti du travail, le PT).

La police et l'armée mais seulement depuis leurs hélicoptères couvrent le terrorisme des "gardes blanches" : tueurs à gage des grands éleveurs, et des "étrangleurs" (degolladores) qui sont des Chamulas du PRI en zone tzotzile.

Le solde de ces options est une déstabilisation du Chiapas que ne contrôle déjà plus le gouvernement, et un nombre de morts 5 fois supérieur à celui de la guerre dans ces douze premiers jours. L'insécurité - sur les routes, dans les autobus, dans les villages - est telle que la libre circulation n'existe plus (barages, extorsions, banditisme), que les actions de routine des fonctionnaires des différents ministères sont rendues impossibles par les risques qu'ils encourent, et que l'armée les supplée intégralement, créant ainsi une militarisation totale de l'État, y compris dans ses fonctions civiles.

1. PRD : Parti révolutionnaire démocratique (social-démocrate)

Source : André Aubry, INAREMAC, San Cristóbal de las Casas, 6 juin 1996.

- celui qui entoure San Andrés Sacamch'en : dix camps fixes et plusieurs mobiles qui, aujourd'hui, "recherchent la marijuana" dans les zones à majorité zapatiste.

- celui de la région de Palenque : six camps vers la route de la rivière Chacala et six autres entourant l'Aguascalientes de Roberto Barrios, centre culturel construit avec les moyens du bord par les zapatistes et les sympathisants.

- celui des vallées d'Ocosingo et d'Altamirano, le plus grand avec le plus de camps car il comprend San Quintín.

- celui de Las Margaritas qui relie Comitán à celui de Guadalupe Tepeyac : trente-huit camps principaux et plusieurs mobiles.

- le "cordon" tendu au Marqués de Comillas : au moins quinze camps qui alternent avec ceux de l'encerclement stratégique qui suit le cours de la

frontière du Guatemala.

Avec tout cela, qui peut croire que le gouvernement dialoguait vraiment avec les zapatistes, préparant la paix avec justice et dignité ?

Les condamnations (pour conspiration, rébellion et terrorisme) d'Elorriaga et Entzin⁵ montrent que le gouvernement n'a jamais négocié sérieusement à San Andrés pour une issue pacifique : il gagnait seulement du temps pour avoir les meilleures positions militaires d'encerclement et d'anéantissement des communautés zapatistes dont l'arme principale est un très haut degré de dignité.

Plusieurs documents vidéo qui circulent. *Javier Elorriaga Berdegú (journaliste) et Sebastian Entzin Gómez, ont été libérés par ordre du juge le 7 juin 1996.*

lent aujourd'hui au Mexique et dans le monde garderont, pour l'histoire future, les images de villages appauvris de manière scandaleuse, occupés et menacés par un armement offensif qui a coûté, ainsi que les fraudes de ceux qui nous gouvernent, des milliers de millions de dollars du Trésor public. Le prix de tout cet armement (et l'argent volé par diverses cliques du PRI qui changent tous les six ans) aurait déjà pu résoudre le problème économique, et pas seulement au Chiapas.

Les zapatistes ne se sont pas soulevés pour des "miettes". Ils l'ont fait pour une demande nationale inaliénable : la transition vers la démocratie et vers un ordre juridique républicain. Ils combattront, si c'est nécessaire, jusqu'au

dernier homme pour défendre ces droits qui sont ceux de tous les Mexicains et qu'on ne peut remettre à plus tard.

Source : La Jornada 22 mai 1996.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



VIOLENCE PARAMILITAIRE AU MEXIQUE

Les événements de Bachajón

Depuis des décennies la population du nord du Chiapas est maintenue dans la crainte par les escadrons de la mort.

Des agents pastoraux de la lointaine localité de Bachajón, Chiapas, affirment que depuis les troubles survenus début mai, il y a une recrudescence des "semaines de terreur".

"La mort nous a approchés de très près ces dernières semaines", a dit José Francisco Meneses, directeur du Centre des droits indigènes de Los Altos du Chiapas, organisation catholique des droits de l'homme dans ce village situé dans les montagnes du nord du Chiapas.

"Tôt ou tard nous devons payer le prix pour avoir dit la vérité et dénoncé les abus des puissants", a-t-il ajouté.

Le centre a été créé pour soutenir des résidents locaux, pour la plupart des indigènes tzeltals, dans la défense de leurs droits face au groupe paramilitaire dénommé les Chinchulines, groupe disposant du soutien du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le parti officiel.

Bien que l'origine de ce conflit date, depuis des décennies, de tensions pro-

voquées par la gestion des terres communales, les Chinchulines ont pris le contrôle absolu de la localité depuis huit ans, et ils ont réussi à s'enrichir grâce à la vente de gravier à une compagnie de travaux publics située dans la forêt Lacandone, toute proche.

Ils ont réprimé violemment, avec des armes que le PRI leur avait fournies, tous ceux qui osaient leur faire face, jouissant de la complicité des autorités gouvernementales qui se sont toujours refusé à arrêter les Chinchulines, même si ces derniers sont responsables de divers délits allant des vols jusqu'aux assassinats.

Les Chinchulines - leur nom provient du pseudonyme de leur leader Gerónimo Gómez Guzmán, connu sous le nom de Chinchulín - s'adonnent aussi au harcèlement du Parti de la révolution démocratique (PRD) de centre-gauche.

Bien qu'en octobre 1995, le PRD ait remporté les élections de Chilón, principale ville de la commune, les Chinchulines ont pris possession de la mairie en avril 1996, expulsant les fonctionnaires du PRD. Devant ce fait

les représentants du PRI n'ont pas réagi.

Le pouvoir des Chinchulines est semblable à celui des "gardes blanches" et d'autres escadrons paramilitaires ayant des liens avec le PRI et avec les propriétaires fonciers de la région chiapanèque.

"Une guerre civile risque d'éclater si l'on continue à protéger ces groupes", signale Mgr Raúl Vera López, évêque coadjuteur de San Cristóbal de Las Casas. Il ajoute que ces escadrons "ne sont pas des fantômes", et qu'ils "agissent en toute liberté et impunité", en harcelant les militants indigènes et les agents pastoraux.

Les derniers événements de Bachajón ont commencé lorsque les résidents qui s'opposaient aux Chinchulines ont tenu le 4 mai 1996, dans les environs du village, une réunion afin d'organiser le contrôle du terrain communal. Après la réunion, les Chinchulines armés ont empêché que les participants reviennent à Bachajón.

Lorsque les membres de la communauté sont allés au poste de police de la localité voisine d'Ocosingo pour

porter plainte auprès des autorités, on leur a répondu, semble-t-il, que "s'il s'agit de Gerónimo Gómez Guzmán, nous ne pouvons pas le toucher".

Les paysans en colère et armés des fusils et de revolvers, sont revenus le 5 mai à Bachajón. Une bataille s'est déroulée entre les deux groupes et six personnes ont péri, y compris Gómez et trois de ses partisans. Furieux de la mort de leur leader, les Chinchulines ont capturé et assassiné deux personnes dont un maître d'école qui a été frappé, puis enfermé dans un sac, ligoté avec des barbelés et finalement brûlé. Les Chinchulines, ont procédé ensuite à l'incendie de 23 habitations de ses opposants et ont lancé une bombe contre la paroisse.

Plus tard, le groupe s'est dirigé vers la résidence de la mission jésuite ; heureusement, trois prêtres étaient partis dans les montagnes et un quatrième avait réussi à se cacher dans une chambre obscure du bâtiment colonial. Les semaines suivantes, plus de cent agents de la sécurité publique envoyés sur place par le gouvernement, sont restés en marge sans rien faire pour éviter que les Chinchulines saccagent les maisons des personnes ayant abandonné le village. Lorsque le 6 mai, Mgr Vera avait tenté de venir à Bachajón pour rendre une visite aux jésuites, un groupe de 25 Chinchulines l'a arrêté pendant plusieurs minutes, le menaçant d'incendier son véhicule.

Les agents pastoraux affirment avoir été sous étroite surveillance et nombre d'entre eux ont été menacés. Plusieurs d'entre eux n'ont pas quitté leurs maisons durant les premières semaines et les écoles catholiques sont restées fermées.

Frustré par le refus du gouvernement de mettre fin au chaos, le 23 mai un groupe de résidents des alentours a bloqué la route menant au centre tou-

Menaces contre les jésuites de Bachajón

Le 24 mai dernier, l'assistant du Père provincial jésuite, Pedro Arriaga, avait prévenu du danger d'un attentat contre les jésuites et contre d'autres religieux et religieuses de Bachajón. Lors d'une conférence de presse, il avait dénoncé l'existence "d'un climat de persécution contre les religieux au Chiapas" et en rappelant le massacre de six jésuites et deux femmes de l'UCA, perpétré en 1989 par plusieurs militaires¹, il a alerté sur le risque qu'une "situation similaire à celle du Salvador puisse se renouveler".

"Il y a un sentiment d'indignation et de préoccupation pour les événements de Bachajón", a-t-il dit. "Depuis l'époque de la guerre religieuse pendant le mandat du président Plutarco Elías Calle (1920-1924), la communauté jésuite du Mexique n'avait été jamais aussi menacée". Il a ajouté qu'il a informé le Vatican et le Congrès des États-Unis de l'activité des groupes paramilitaires, qui semblent jouir de la protection du gouvernement du Chiapas.

Pourquoi cette situation ? Le père jésuite l'explique par le motif maintes fois répété tout au long de ces dernières trente années en Amérique latine : les jésuites ont été menacés parce que leur travail auprès des paysans touche les intérêts politiques et économiques des caciques de la région. Louant également le travail de la Commission nationale des droits de l'homme, il a rappelé que "les jésuites, par le seul fait d'être à côté des pauvres se trouvent mêlés à un conflit qu'ils n'ont pas cherché" (...)

Depuis l'affrontement du 5 mai, 800 personnes ont quitté le village et 24 habitants ont été arrêtés, mais aucun du groupe des Chinchulines.

1. Cf. DIAL D 1444 (NdT).

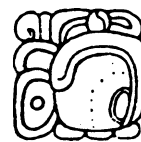
Source : Carta a las Iglesias, 16-31 mai 1996

ristique de Palenque. Le gouvernement a fait arrêter 28 militants. Meneses a dit que la contradiction entre l'arrestation des manifestants pacifiques et l'impunité dont jouissent les terroristes locaux ne fait qu'augmenter les tensions dans la localité. Devant l'indifférence du gouvernement, les agents pastoraux de Bachajón ont convoqué à une semaine de jeûne et de prière, du 20 au 27 mai. Pendant le jeûne, les agents de la pastorale ont réuni plus de 5 000 signatures pour demander au gouvernement de mettre fin à l'impunité et à la terreur qui maintiennent depuis des

années la localité de Bachajón dans la crainte.

Source : Noticias Aliadas, 12 juin 1996

Traduction DIAL. En cas de reproduction mentionner la source DIAL.



dial

Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.